

**Cahier des clauses  
administratives  
particulières**

## **Accord-cadre de fournitures courantes**

**Fourniture de soupes pour le CHU  
Amiens-Picardie et l'EPSM de la  
Somme**

**GHT Somme Littoral Sud**

# Sommaire

Préambule.....	4
1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales.....	6
1.1. Objet.....	6
1.2. Décomposition de l'accord-cadre .....	6
1.3. Forme de l'accord-cadre .....	6
1.4. Représentation des parties .....	6
1.5. Sous-traitance .....	7
1.6. Confidentialité.....	7
2. Pièces contractuelles .....	7
3. Modalités d'exécution .....	8
3.1. Durée de l'accord-cadre .....	8
3.2. Accord-cadre à bons de commande des établissements du GHT concernés .....	8
3.2.1 Bons de commande émis sur la base des produits indiqués au Bordereau des prix unitaires.....	9
3.2.2 Les commandes hors BPU sur catalogue et offre promotionnelle .....	9
3.2.3 Produit de substitution (rupture d'approvisionnement ou arrêt de la fabrication) .....	9
3.3. Transport et gestion des non-conformités des établissements du GHT concernés.	10
3.4. Conditions d'exécution des prestations.....	10
4. Prix .....	11
4.1. Caractéristiques des prix.....	11
4.2. Forme et variation des prix .....	11
4.3. Taxes sur la valeur ajoutée.....	12
5. Clauses de financement et de sûreté .....	12
5.1. Avance .....	12
5.2. Retenue de garantie.....	12
6. Règlement des comptes .....	12
6.1. Mode de règlement – Escompte.....	12
6.2. Présentation des demandes de paiement .....	13
6.3. Intérêts moratoires .....	14
6.4. Modalités de règlement du prix.....	14
6.5. Délai global de paiement .....	14
6.6. Règlement en cas de cotraitants.....	15
6.7. Règlement des sous-traitants .....	15

7.	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....	15
8.	Pénalité de retard .....	15
9.	Modalités d'exécution de l'accord-cadre .....	16
9.1.	Conditions d'exécution des prestations.....	16
10.	Constatation de l'exécution des prestations .....	17
10.1.	Opérations de vérification .....	17
10.2.	Décision après vérification .....	17
11.	Obligations du titulaire .....	17
10.1	Changement affectant le titulaire .....	17
10.2	Assurance.....	17
10.3	Réparation des dommages.....	18
10.4	Obligation du titulaire concernant la loi sur la Protection de données personnelles (RGPD).....	18
10.5	Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	19
12.	Clauses de réexamen .....	19
11.1	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution .....	19
12.1.	Ajustement des prestations.....	20
13.	Résiliation.....	20
13.1.	Conditions de résiliation.....	20
13.2.	Résiliation pour cas de force majeure .....	21
13.3.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	21
14.	Clauses complémentaires .....	21
14.1.	Lutte contre les discriminations .....	21
14.2.	Changement de domiciliation bancaire .....	21
14.3.	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	22
15.	Différends et litiges.....	22
16.	Dérogations au CCAG applicable .....	22

## Préambule

Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord- Pas de Calais

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts-de-France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1)

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 Etablissements le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation.

### Généralités du GHT Somme Littoral Sud

Le GHT Somme Littoral Sud a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud.

Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Hauts-de-France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements partis du groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.

A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble

des marchés du GHT Somme Littoral Sud.

Conformément à la convention constitutive du GHT, le nombre de membres du GHT pourra évoluer dans le temps.

### **Compétences de l'établissement support et des établissements parties**

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CoSP)) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CoSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT. La phase d'exécution du marché (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

## 1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales

### 1.1.Objet

L'accord-cadre concerne la fourniture de soupes pour le CHU Amiens-Picardie et l'EPSM de la Somme.

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

**Les établissements concernés :**

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie
- ☒ EPSM de la Somme

### 1.2.Décomposition de l'accord-cadre

Le présent accord cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Conformément aux articles L.2113-11 et R.2113-2 du Code de la commande publique, le GHT Somme Littoral Sud ne peut allouer géographiquement ou techniquement le présent accord-cadre, sauf à restreindre la concurrence et rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 1.3.Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé en procédure d'appel d'offres ouvert.

Il s'agit d'un accord-cadre à émissions de bons de commande, conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum global de 715 000€ HT toutes périodes de reconductions comprises, défini par établissement comme suit :

Etablissements	Montants maximums par période	Montants maximums toutes périodes confondues
EPSM de la Somme	46 250 € HT	185 000€ HT
CHU Amiens-Picardie	132 500 € HT	530 000€ HT

### 1.4.Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de

l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

### 1.5.Sous-traitance

S'agissant d'un accord-cadre de fournitures, la sous-traitance n'est pas autorisée.

Toutefois, en cas de sous-traitance relative à la partie « prestation de services » de l'accord-cadre, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement, conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé, en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

### 1.6.Confidentialité

Le(s) titulaire(s) est tenu par une obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle sans aucune exclusion relative à tous types d'informations qu'il sera amené à connaître lors de l'exécution de ses prestations ; il s'y engage formellement et se porte garant de ses collaborateurs.

## 2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU – DQE) ;
  - Annexe 2 : Taux d'escompte (pour le CHU Amiens-Picardie uniquement) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Le cadre de mémoire technique dédié au développement durable ;
- Les bons de commande ;
- Les modifications de l'accord-cadre, postérieurs à sa notification ;
- Les extraits catalogue du titulaire (le catalogue applicable sera celui de l'année d'exécution en cours).

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu par l'article 4.1 du CCAG FCS.

### 3. Modalités d'exécution

#### 3.1. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une première période ferme de 12 mois à compter du 27/07/2025, reconductible tacitement 3 fois 12 mois, pour une durée maximale (période initiale et reconductions successives) de 48 mois.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction en vertu des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, une lettre recommandée sera adressée par tout moyen attestant de la date et de l'heure de réception au plus tard deux mois avant la fin de la période considérée (la date anniversaire du début d'exécution des prestations).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pour une durée d'exécution ne pouvant aller au-delà de trois mois.

#### 3.2. Accord-cadre à bons de commande des établissements du GHT concernés

Le présent accord-cadre engage le pouvoir adjudicateur à confier exclusivement la réalisation des prestations couvertes par celui-ci au titulaire désigné.

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins et comporteront à minima (article 3 du CCTP) :

- La référence à l'accord-cadre ;
- La désignation de la fourniture ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché ;
- Le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- L'adresse de facturation.

Les personnes habilitées à rédiger et signer les bons de commande est la personne désignée par les directions compétentes de chaque établissement du GHT Somme Littoral Sud concernés (ou son représentant).

Les bons de commande sont notifiées au titulaire par courriel, télécopie ou à l'adresse postale du candidat aux coordonnées renseignées en préambule du présent contrat.

Les parties conviennent d'accorder même force probatoire aux documents transmis par courriel que ceux transmis en original. Ainsi, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à conserver lesdits courriels qui, dans ces conditions, constitueront des copies fidèles et durables au sens de l'article 1348 du Code civil. Dans l'hypothèse où le titulaire du marché serait un groupement, ils seront adressés au mandataire.

Les modalités relatives aux délais de livraison sont définies au BPU-DQE.



### 3.2.1 Bons de commande émis sur la base des produits indiqués au Bordereau des prix unitaires

Dans ce cas de figure, les fournitures seront conformes à la désignation du BPU et seront réglées par application du prix unitaire.

### 3.2.2 Les commandes hors BPU sur catalogue et offre promotionnelle

#### 3.2.2.1 - *Commandes hors BPU*

En cas de besoin accessoires ou spécifiques se rapportant à une fourniture non référencée dans le BPU, il pourra être recouru au catalogue du titulaire.

Le prix de la fourniture hors BPU sera le prix public du catalogue de l'année en cours, assorti de la remise consentie indiquée dans le BPU.

Le recours au catalogue fournisseur est autorisé sur l'ensemble des produits référencés correspondant à l'objet de l'accord-cadre.

Les commandes sur catalogue ne pourront dépasser, dans tous les cas, 10% du montant maximal total des achats réalisés par l'établissement concerné sur une période.

#### 3.2.2.2 - *Offre promotionnelle*

Le titulaire s'engage à informer et à faire bénéficier les établissements, à tout moment, des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle ou plus particulièrement aux établissements concernés par le présent accord-cadre. Il notifie ces offres directement aux établissements dès leur parution en précisant leurs dates de validité. Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché. Ces offres promotionnelles sont considérées comme faisant partie intégrante du catalogue du titulaire.

L'acceptation de cette offre promotionnelle est possible sans avenant et se fera après acceptation écrite du référent de l'établissement concerné.

La mention d'offre promotionnelle doit être indiquée sur la facture correspondante.

### 3.2.3 Produit de substitution (rupture d'approvisionnement ou arrêt de la fabrication)

En cas **d'impossibilité temporaire de livraison** (rupture de stock), d'indisponibilité d'un ou plusieurs produits, le titulaire informera obligatoirement sans délai et par tout moyen le service approvisionneur ayant émis la commande.

Le titulaire devra indiquer au service approvisionneur, les motifs de la rupture et proposer, si besoin, une alternative éventuelle aux mêmes tarifs que le produit initial, sans que cette substitution ne nécessite l'établissement d'un avenant.

**En aucun cas, une substitution de produit ne sera acceptée sans l'accord préalable écrit (mail) de l'établissement.**

En cas de rupture temporaire la facture indiquera clairement la référence du produit habituellement

commandée et la référence du produit de remplacement avec la mention « produit de substitution temporaire ».

En cas **d'arrêt de fabrication** de ses produits durant la période d'exécution du marché et de commercialisation d'un produit de remplacement, le titulaire retenu accepte de fournir ce nouveau produit au prix défini dans l'accord-cadre jusqu'à son échéance, sous réserve de l'acceptation écrite préalable de l'établissement concerné.

Le pouvoir adjudicateur pourra également avoir recours à l'exécution aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 4.3.2 du CCTP.

### **3.3. Transport et gestion des non-conformités des établissements du GHT concernés**

Conformément à l'article 20 du CCAG-FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du titulaire. En cas de retour de marchandises pour non conformités, le fournisseur doit récupérer les produits au lieu indiqué par l'établissement ordonnateur (dans un délai maximum de 5 jours ouvrés). La livraison ne fera pas l'objet d'une facturation.

Le fournisseur devra alors effectuer une nouvelle livraison dans les plus brefs délais.

### **3.4. Conditions d'exécution des prestations**

Les stipulations suivantes complètent les obligations fixées au cahier des clauses techniques particulières.

#### **3.4.1 Suivi des produits proposés**

Le titulaire de l'accord-cadre a pour obligation de suivre l'ensemble des références figurant au bordereau des prix unitaires. Le titulaire peut présenter tous produits nouveaux ou modifiés susceptibles d'intéresser les établissements à partir du moment où cette proposition vise une amélioration des conditions d'utilisation.

En cas de substitution d'un produit par un autre, les nouveaux produits devront être de qualité équivalente ou supérieure aux produits remplacés. Leur prix devra être au plus égal au prix du produit remplacé.

#### **3.4.2 Spécifications techniques**

Les produits vendus doivent être conformes aux normes en vigueur applicables au jour de l'émission de la commande.

### 3.4.3 Modalités de livraison

Le titulaire livre les produits conformément au délai sur lequel il s'est engagé à compter de la réception de la commande.

Le mode de livraison sera stipulé sur le bon de commande et l'établissement pourra également contacter le fournisseur au préalable pour l'en informer.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne pourra pas être facturée aux établissements concernés par ladite livraison.

La fourniture doit être accompagnée d'un bon de livraison établi en double exemplaires selon le mode de livraison choisi par l'établissement. L'un des deux exemplaires sera signé par le magasinier et/ou une personne désignée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Il sera remis au livreur et vaudra procès-verbal de réception si la vérification de la livraison est satisfaisante.

Le candidat retenu qui n'assurerait pas lui-même la livraison s'engage à faire respecter au transporteur de son choix les conditions indiquées ci-dessus, rappelées dans chaque bon de commande.

## 4. Prix

### 4.1. Caractéristiques des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement (Annexe 1). Les prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées, et feront l'objet de bons de commande.

L'accord cadre est passé sans minimum que ce soit en valeur ou en quantité.

Ce prix comprend toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations de l'accord-cadre et notamment le temps passé sur site, les frais de fonctionnement et de secrétariat, les frais de déplacement, livraison, emballage, conditionnement, ainsi que les frais généraux et fiscaux.

Les frais de transports sont à la charge du titulaire (livraison franco de port).

### 4.2. Forme et variation des prix

La date effective du démarrage des prestations est fixée au 27/07/2025.

Première période :

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pendant la première période d'exécution, soit jusqu'au 27 juillet 2026.

Autres périodes :

Par la suite, soit à partir du 27 juillet 2026, les prix pourront être ajustés une fois par an, à la hausse ou à la baisse, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre (date de début d'exécution des prestations)

Le titulaire s'engage sous peine de forclusion, à notifier l'ajustement des prix du BPU à l'établissement support du GHT Somme Littoral Sud, par mail à l'adresse [direction.achats-ght@chu-amiens.fr](mailto:direction.achats-ght@chu-amiens.fr) et selon les modalités suivantes :

- Dans l'objet du mail doit nécessairement figurer le code : REV + numéro de l'accord-cadre affecté ;
- Ce mail doit contenir les nouveaux prix remisés, hors taxes (proposition d'ajustement et nouveau barème) ainsi que tous justificatifs utiles de cet ajustement des prix, sous un délai de 2 mois minimum avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où les tarifs seraient transmis « hors délais » ou ne respecteraient pas les modalités définies ci-dessus, les prix ne pourront être ajustés. Par conséquent, les tarifs du semestre n seront appliqués sur le semestre n+1.

**Clause de sauvegarde** : Hors circonstance imprévue ou force majeure, l'établissement support pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date d'échéance lorsque l'ajustement des prix conduit à un taux d'augmentation supérieur à 3% par période.

### 4.3.Taxes sur la valeur ajoutée

Le taux de TVA de l'accord-cadre est celui en vigueur en France au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

## 5. Clauses de financement et de sûreté

### 5.1.Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance peut être accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000€ HT par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

### 5.2.Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6. Règlement des comptes

### 6.1. Mode de règlement – Escompte

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement concerné.

Toutefois, en application de l'article R2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction et seront accompagnées des raisons du refus de paiement.

Le titulaire devra obligatoirement retourner au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

Les candidats préciseront dans leur offre financière, les conditions, exprimées sous forme de taux d'escompte, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires.

A noter que dans le cadre de l'application des intérêts moratoires, c'est le délai légal maximum de paiement de 50 jours qui restera la base pour le calcul de ces derniers et non les taux d'escompte.

## 6.2. Présentation des demandes de paiement

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

### **Dépôt des factures sur CHORUS PRO**

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et

comptable de l'entité publique ;

5° Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les bons de commande émis par l'établissement mentionnent le Code Service à utiliser pour le dépôt des factures sur CHORUS PRO.

Les SIRET des établissements à utiliser lors de ces dépôts sont :

ETABLISSEMENTS	N° SIRET
Centre Hospitalier Universitaire Amiens-Picardie	268 000 148 00125
EPSM de la Somme	268 000 296 00015

### 6.3. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément aux articles L2192-13 et R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage.

Conformément à ce même décret, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 €.

### 6.4. Modalités de règlement du prix

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, le règlement du prix s'effectue facturation après service fait pour l'ensemble des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre.

### 6.5. Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année

civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 6.6. Règlement en cas de cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 6.7. Règlement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## 7. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro.

Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## 8. Pénalité de retard

Une pénalité de retard pourra être appliquée à l'entreprise titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, l'établissement pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 16 du présent CCAP.

### Modalité d'application des pénalités :

Suite au constat d'un incident, le titulaire sera informé de la décision de l'établissement d'appliquer des pénalités par courrier adressé en LRAR électronique via la plateforme de dématérialisation

indiquant le motif du ou des pénalités, accompagné du décompte de pénalités.

L'établissement à 4 mois maximum suite à l'incident (à compter du mois de l'incident) pour informer le titulaire de l'application de pénalités.

Elles sont recouvrées par l'émission d'un titre de recette entraînant l'obligation, pour le titulaire, de procéder au règlement dans les délais impartis. Cette émission intervient sans préjudice des autres mesures pouvant être prises par le pouvoir adjudicateur pour garantir l'exécution conforme des obligations contractuelles.

À défaut de paiement dans le délai requis, l'administration pourra, conformément aux règles de la comptabilité publique, procéder au recouvrement des sommes dues par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues par la titulaire auprès du pouvoir adjudicateur. Cette compensation sera effectuée sous le contrôle du comptable public et dans le respect des procédures applicables. Si la compensation s'avère impossible ou insuffisante, d'autres voies de recouvrement pourront être engagées, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Toutes les pénalités sont cumulables.

La pénalité décrite ci-après est révisable dans les mêmes termes que le forfait de rémunération annuel.

Son paiement n'exonère pas le titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis de l'établissement.

L'établissement peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

La pénalité s'applique sans mise en demeure préalable.

### **Pénalités pour retard**

En cas de retard non prévenu de plus de 48 heures après le délai contractuel, une pénalité pourra être appliquée sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, d'un montant de 100 €/ jour ouvré de retard.

## **9. Modalités d'exécution de l'accord-cadre**

### **9.1. Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

Les adresses des établissements sont les suivantes :

<b>Etablissement</b>	<b>Adresse de facturation</b>	<b>Adresse de livraison</b>
<b>CHU Amiens Picardie</b>	<b>Centre Facturier 1 Rue du Professeur Christian Cabrol</b>	<b>Plateforme Logistique 30 Avenue de la Croix Jourdain 80054 Amiens Cedex 1</b>



	<b>80000 Amiens</b>	
<b>EPSM de la Somme</b>	<b>Route de Paris - CS 74410 80044 Amiens Cedex 1</b>	<b>1 Rue du Docteur Marie Frances 80480 Dury</b>

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS.

Il n'existe pas de difficultés exceptionnelles de manutention.

## 10. Constatation de l'exécution des prestations

### 10.1. Opérations de vérification

Les fournitures livrées faisant l'objet de l'accord-cadre seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, conformément aux dispositions du CCTP et selon les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

### 10.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, la décision sera prononcée par l'acheteur dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG FCS.

## 11. Obligations du titulaire

### 10.1 Changement affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer les établissements du GHT concernés de tout changement survenant au cours de l'accord-cadre affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire....

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridique et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que les établissements membres ne seront pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'une éventuelle modification de l'accord-cadre.

### 10.2 Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

### **10.3 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **10.4 Obligation du titulaire concernant la loi sur la Protection de données personnelles (RGPD)**

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen du conseil du 27 avril 2016, le titulaire est soumis aux obligations suivantes :

« Le traitement par un titulaire est régi par un contrat ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le titulaire à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le titulaire :

- a) ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le titulaire est soumis; dans ce cas, le titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- b) veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- c) prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 ;
- d) respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre titulaire;

e) tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III ;

f) aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire ;

g) selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;

h) met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ».

## 10.5 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le GHT Somme Littoral Sud, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

## 12. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

### 11.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières

- empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

### **12.1. Ajustement des prestations**

Les parties pourront convenir par voie d'avenant de réexaminer la nature et/ou l'étendue des fournitures, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution de l'accord-cadre, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles ou lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations. Aussi, des lignes de produits pourront être ajoutés au BPU en cas de nécessité sans que cela vienne bouleverser l'économie de l'accord-cadre.

## **13. Résiliation**

### **13.1. Conditions de résiliation**

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre, avant leur expiration, qu'il y ait faute ou non du titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En sus, les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 43 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Si les services utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation, la résiliation peut être prononcée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 et 11.3.7 du CCAG FCS.

## **13.2. Résiliation pour cas de force majeure**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre, par anticipation, et sans indemnités en cas de force majeure, de cause extérieure aux partenaires de l'accord-cadre et portant atteinte au fonctionnement de celui-ci.

## **13.3. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

# **14. Clauses complémentaires**

## **14.1. Lutte contre les discriminations**

Le titulaire et ses co-traitants veillent à l'égalité de traitement des hommes et des femmes dans le travail, ce qui implique le respect par lui de plusieurs principes :

- L'interdiction des discriminations en matière d'embauche (art L. 1132-1 du code du travail)
- L'absence de différenciation en matière de rémunération et de déroulement de carrière (art L.1132-1 du code du travail)
- Les obligations vis-à-vis des représentants du personnel (art L. 2323-57 et 2323-47 du code du travail)
- L'information des salariés et des candidats à l'embauche et mise en place de mesures de prévention du harcèlement sexuel dans l'entreprise (art L. 1153-1 à -6 du code du travail).

## **14.2. Changement de domiciliation bancaire**

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un nouveau RIB (IBAN) et stipulant le numéro de marché concerné par ce changement.

Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité du CHU Amiens-Picardie ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

### 14.3. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

#### a) Obligations de contrôle

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu de prendre les mesures nécessaires permettant d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité.

Le titulaire du présent accord-cadre veille à ce que tout salarié qui participe à l'exécution du service public, et toute personne à qui il confie une partie de l'exécution de ce service :

- s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses,
- traite de façon égale toute personne, notamment tout usager du service,
- respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Ces obligations concernent également les sous-traitants. Ainsi, tout contrat de sous-traitance relatif à l'exécution du service public doit rappeler ces obligations et être transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant.

#### b) Modalités de contrôle

Les usagers du service public sont informés par le titulaire des modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

L'acheteur doit être informé dès qu'un manquement est constaté. Il peut alors exiger que les personnes concernées ne soient plus en contact avec les usagers.

## 15. Différends et litiges

Le tribunal territorialement compétent est :

### **Tribunal Administratif d'Amiens**

14, rue Lemerchier

80 000 Amiens

Téléphone : 03.22.33.61.70

Télécopie : 03.22.33.61.71

Courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)

## 16. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
Pénalités pour retard	14.1.3
Pénalités pour indisponibilité	14.2